



**SEANCE DU BUREAU DU 20 FÉVRIER 2020**  
**DECISION N° 2020-031- DB**

<b>Date d'affichage :</b> <b>21 février 2020</b>	Le vingt février deux mille vingt à 14 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le treize février deux mille vingt.
Nombre de membres : 23	
En exercice : 23	
Quorum : 12	
Présents: 19	<b>Membres présents en séance :</b>
Excusé(s) : 4	<b>Présents : (19)</b>
dont pouvoir(s) : 3	Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Armel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Christian RUAAULT, Anatole MICHEAUD, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Patrice VERITE, Denis SAULEAU.
Absent(s) : 0	<b>Excusé(s) : (4)</b>
Nombre de votants : 22	Lionel FLEUTRY, Sophie SARAMITO, Jacky BOUCHENOIRE, Jean-Marie POIRON
Secrétaire de séance :	<b>Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (3)</b>
M. Eric MOUSSERION.	Lionel FLEUTRY à Marc BONNIN, Sophie SARAMITO à Sophie TUBIANA, Jean-Marie POIRON à Jérôme HARRAULT
	<b>Absent(s) : (0)</b>

**MISSION LOCALE DU SAUMUROIS - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT - CONVENTION 2020**

L'Association Mission Locale du Saumurois a pour objet,

d'une part :

- de contribuer à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes âgés de 16 à 25 ans, ayant quitté le système scolaire, inscrits ou non comme demandeurs d'emploi et domiciliés sur l'arrondissement de Saumur

d'autre part :

- d'assurer la gestion administrative de la Mission Locale du Saumurois,

Une Convention Pluriannuelle précisant les modalités de collaboration entre la Mission Locale du Saumurois et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a été conclue pour la période 2015 à 2017. Arrivée à échéance le 31 décembre 2017, un avenant n° 1 a été pris afin de prolonger cette convention jusqu'à fin 2019. De fait, il convient d'établir une nouvelle convention pour l'année 2020.

Dans le cadre de cette convention, la Mission Locale du Saumurois s'engage à proposer un accompagnement de proximité et à décliner une offre de services à destination des jeunes domiciliés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Conformément au protocole 2010 des Missions Locales, le financement des Missions Locales et PAIO est assuré par l'Etat, le FSE et les collectivités territoriales dans une logique de cohérence et de complémentarité de l'action publique en faveur des jeunes en difficulté d'insertion.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire octroie une subvention par habitant. (Population double compte déterminée dans le cadre du dernier recensement en vigueur / 103 473 habitants ; base 2019 par habitant : 1,16 euro).

Afin d'éviter des écarts de financement, cette subvention est réactualisée chaque année en lien avec l'indice général des prix à la consommation arrêté au 30 septembre de l'année en cours.

Cette subvention est votée chaque année par le Conseil Communautaire dans le cadre du budget primitif.

Pour l'année 2020, la subvention s'élève à 170 729,64 € répartie comme suit :

- Subvention de fonctionnement : 120 028,68 €
- Prise en charge du loyer : 50 700,96 €

**Aussi,**

**Vu** les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

**Vu** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

**Vu** la délibération n° 2017/013 DC du 2 février 2017 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, modifiée par les délibérations n° 2017/154 DC du 22 juin 2017, n° 2018/073 DC du 19 avril 2018, n° 2018/085 DC du 31 mai 2018, n° 2018/090 DC du 4 juillet 2018 et n° 2018/151 DC du 15 novembre 2018 ;

**Vu** le budget primitif adopté 2020 par le Conseil Communautaire du 12 décembre 2019 prévoyant les crédits nécessaires à l'attribution d'une subvention de 170 729,64 euros à la Mission Locale du Saumurois ;

**Considérant** l'exposé ci-dessus ;

**Il est proposé aux membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, après en avoir délibéré :**

- **D'APPROUVER** la convention annuelle entre la Mission Locale du Saumurois et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 170 729,64 euros pour l'année 2020 ;

- **D'AUTORISER** le Président, ou son représentant, à signer ladite convention entre la Mission Locale du Saumurois et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Ne peuvent pas prendre part au vote MM. Jackie GOULET, Anatole MICHEAUD et Patrice VÉRITÉ.

**Le Bureau est invité à en délibérer.**

**Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.**

Résultat des votes : Pour = 22 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs  
du 1er trimestre 2020



Pour le Bureau et pour extrait conforme  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire,

Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.5 Subventions – 7.5.3 Subventions accordées aux autres personnes morales de droit privé (associations...)
-------------------	--------------------	---

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »